

Pays, paysage Plaidoyer pour le paysage québécois

Serge Filion

Number 64, Spring 1995

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/16043ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (print)

1923-2543 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Filion, S. (1995). Pays, paysage : plaidoyer pour le paysage québécois. *Continuité*, (64), 40–41.

Pays, paysage **P**laidoyer pour le paysage québécois

Du 15 au 18 juin prochain se tiendront à Québec les États généraux du paysage québécois. Professionnels de tous horizons profiteront de l'occasion pour faire le point sur la situation et négocier le virage du XXI^e siècle afin que le Québec soit un participant à part entière à la sauvegarde de la planète bleue.

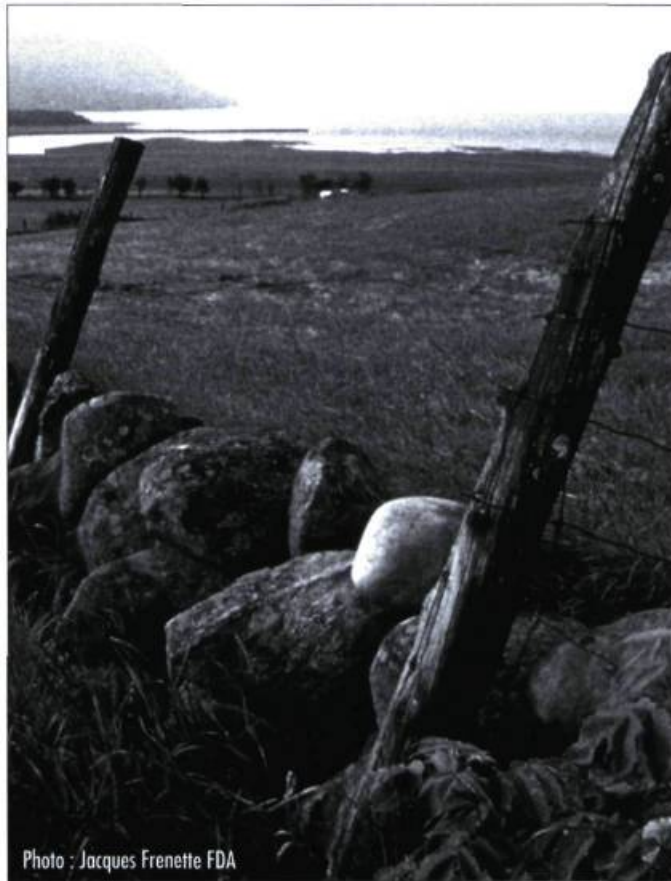


Photo : Jacques Frenette FDA

PAR SERGE FILION,
URBANISTE

Le concept le plus englobant et le plus complexe que je connaisse est bien celui de paysage, puisqu'il contient en un seul mot toute notre réalité mouvante. Pour les géographes, le paysage a toujours été « le résultat de l'interaction entre la race humaine et son milieu d'accueil ». Les mots *nature* et *société* sont omniprésents dans ce concept rassembleur. Et par surcroît, la dimension temporelle vient constituer la quatrième dimension du lieu. C'est pourquoi vouloir jeter les bases d'une « gestion dynamique des paysages québécois » se révèle au jour le jour une entreprise de plus en plus périlleuse et exaltante. Nous avons déjà écrit que le

« paysage québécois était le visage du Québec ». Que faisons-nous aujourd'hui de la physionomie de la « Belle Province » ?

Concertier les actions

Nous avons acquis la conviction après plusieurs années de pratique de l'urbanisme au Québec, en écoutant les gens exaspérés plus souvent qu'autrement par l'évolution récente de leur environnement et de leur cadre bâti, qu'il existe une relation entre la qualité de la santé physique et mentale des humains et l'état des paysages dans lesquels ils vivent. Il n'y a là rien de nouveau. Les gens riches et célèbres s'entourent de belles choses. Les premiers urbanistes n'ont-ils pas été des médecins, des ingé-

nieurs municipaux, des architectes du paysage et des politiciens soucieux d'améliorer les conditions d'existence dans les faubourgs ouvriers en rehaussant la qualité des constructions et des espaces publics ? Villes et Villages en santé relancent ce mouvement au Québec et au Canada (urbanistes et médecins communautaires se sont alliés pour la circonstance) alors qu'il y aura à Lyon, en décembre 1995, un colloque des entretiens Jacques-Cartier où l'on discutera du retour de la nature en ville pour lutter contre l'étalement urbain à sa source. Les professionnelles et professionnels du Québec n'ont pas pour habitude de créer des coalitions et des fronts communs pour monter aux barricades. Aussi est-il significatif de voir des personnes de divers ordres et associations professionnelles, dans une volonté interdisciplinaire, accepter de se réunir dans le cadre d'états généraux pour discuter des paysages québécois. Bien plus, gens du patrimoine, gens du milieu,

environnementalistes et principaux grands clients des professionnelles et professionnels concernés ont décidé de s'impliquer et de participer à ce grand rassemblement en vue de dégager un plan d'action orchestré pour élaborer une vision commune du futur et développer les moyens concrets de la mettre en place.

Alerte route !

Il n'y a qu'une alternative : ou bien l'on subit les paysages résultant d'actions individuelles non concertées ou bien l'on se donne un projet de paysage. Le constat que nous ferons de l'évolution récente des paysages québécois risque d'être foudroyant. Il existe bien quelques lieux exceptionnels

convenablement protégés contre les aléas de projets intempestifs conçus et gérés avec une vision à court terme, mais dans l'ensemble, le bilan s'avère lourd : dégradation des forêts, des terres agricoles, des franges urbaines, des entrées de ville, des grandes routes, des quartiers centraux de plusieurs agglomérations...

La protection du paysage québécois semble de plus en plus morcelée : elle s'attarde à des quartiers historiques reconnus, certaines rues principales, des réserves fauniques ou, mieux, écologiques, des quartiers riches où les gens assurent eux-mêmes la protection des acquis. Et les compressions budgétaires ne risquent pas d'améliorer la situation, à moins que...

La destruction des paysages, l'étalement urbain et les friches qui en découlent, le non-respect de l'environnement, des ressources naturelles et de l'énergie ont une conséquence et, donc, une solution commune.

Si toutes les interventions de subdivision, de construction, de restauration des bâtiments et d'aménagement d'espaces publics respectaient un même code d'éthique, alors nous collaborerions tous à l'édification d'un grand paysage québécois digne d'une société civilisée dans tous les sens du mot.

Nous avons la responsabilité collective de gérer convenablement, voire avec excellence, le territoire du Québec aux yeux de la communauté internationale. Les Américains, les Autochtones, les Européens se mêlent désormais du débat : quelle est la meilleure façon d'occuper le Grand Nord, de gérer la forêt, d'entretenir le patrimoine agricole et celui de nos villes et de nos villages ? Il ne faut pas s'en surprendre ni s'en offusquer ; au contraire, il faut plutôt prouver au reste du monde que nous sommes capables de gérer efficacement et selon les règles de l'art du développement durable notre partie de la planète. Plus nous serons responsables à ce chapitre, plus nous serons dignes d'autonomie et du respect des autres. Nous serons habilités à participer au développement civilisé de la

planète d'autant plus que nous aurons une expertise réelle et crédible à exporter. Un point c'est tout.

Le projet paysage

La beauté et la santé de la planète bleue sont menacées, c'est connu de tous. Il faut penser globalement et agir localement, cela aussi commence à être accepté de tous. Les formidables réseaux d'observation par satellites et de circulation des innombrables données quantitatives et visuelles sur l'évolution des paysages nous rapprochent inexorablement d'un contrôle mondial de l'environnement qui n'aura de respect que pour les communautés locales responsables. Le Québec est formidablement instruit et compétent ; il est développé et dispose des infrastructures de base. Nous savons ce qui va et ce qui ne va pas ; il ne

reste qu'à peaufiner l'allure de notre développement et de nos modes d'occupation des sols, ressource sacrée et précieuse, pour pouvoir en faire un exemple à l'échelle de la biosphère mondiale, pour pouvoir exporter notre projet de société civilisée dans ses rapports avec la nature auprès des autres communautés qui en feraient la demande. Mais il nous faut d'abord croire nous-mêmes en ce projet, ce modèle. Le chemin à parcourir demeure considérable et c'est pourquoi nous désirons poser un geste d'éclat en nous unissant pour partager le même constat et proposer la même solution lors des États généraux du paysage québécois.

L'auteur de ce texte est président de l'Ordre des urbanistes du Québec et du Comité organisateur des États généraux du paysage québécois.

Trois-Rivières ville maritime



activités nautiques pour la famille
1-2-3 et 4 septembre 95